

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mai 2018

LOGEMENT AMÉNAGEMENT ET NUMÉRIQUE - (N° 971)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 1267

présenté par

Mme Lacroute, Mme Bonnivard, M. Kamardine, M. Reda, Mme Meunier, M. Brun, M. Le Fur,
Mme Valérie Boyer, Mme Beauvais, M. Hetzel, M. Saddier, M. Bony, M. Masson, M. Viala,
M. Descoeur, Mme Le Grip, M. Quentin et Mme Trastour-Isnart

ARTICLE 29

Après l'alinéa 86, insérer l'alinéa suivant :

« 13° bis Au premier alinéa du I de l'article L. 443-14-1, après le mot : « métropolitaine », sont insérés les mots : « , hors zones B2 et C, ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La vente des logements sociaux aux locataires et aux autres personnes physiques est plus difficile dans les territoires dits « détendus », là où la pression de la demande de logement social est faible. De plus, les prix de vente y sont très bas et donc la plus-value faible, limitant ainsi les fonds propres que ces ventes dégagent et que les organismes doivent réinvestir dans leur plan stratégique de patrimoine.

Alors que le projet de loi ELAN tend à encourager la vente de logements HLM, il est proposé d'exonérer les ventes des logements sociaux situés en zone B2 et C de la taxe sur les plus-values de cession.